HAL open science

Au propre comme au figuré

Lilian Mathieu

▶ To cite this version:

Lilian Mathieu. Au propre comme au figuré. Carnets de géographes, 2019, Géographie(s) des mobilisations, 12. halshs-02558341

HAL Id: halshs-02558341
https://shs.hal.science/halshs-02558341v1

Submitted on 29 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Carnets de géographes

12 | 2019
Géographie(s) des mobilisations

Au propre comme au figuré : la transposition urbaine de l'espace contestataire lyonnais des années 68

Lilian Mathieu

Electronic version
URL: http://journals.openedition.org/cdg/4692
ISSN: 2107-7266

Publisher
UMR 245 - CESSMA

Electronic reference
Lilian Mathieu, « Au propre comme au figuré : la transposition urbaine de l'espace contestataire lyonnais des années 68 », *Carnets de géographes* [Online], 12 | 2019, Online since 10 December 2019, connection on 06 January 2020. URL : http://journals.openedition.org/cdg/4692

This text was automatically generated on 6 January 2020.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Au propre comme au figuré : la transposition urbaine de l'espace contestataire lyonnais des années 68

Lilian Mathieu

Apports et limites d'une métaphore

1 Le constat a été réalisé par de nombreux spécialistes : les mouvements sociaux tendent à se constituer en « petits mondes » peuplés de militants, d'organisations ou de causes entretenant entre eux des rapports d'interdépendance variés et fluctuants. En sociologie politique, la conceptualisation de ce constat, solidaire de celui d'une différenciation de nos sociétés en une multiplicité de sphères d'activité relativement autonomes (Dobry, 2009), recourt fréquemment à des métaphores directement ou allusivement spatiales, par exemple *secteur* de mouvement social chez John McCarthy et Mayer Zald (1977) ou *arène* des mouvements sociaux chez Marco Giugni et Florence Passy (1997) comme chez James Jasper (2015). Mais, qu'il se réfère ou non à la conceptualisation de Pierre Bourdieu, c'est le vocabulaire du *champ* qui apparaît prédominant : *champ multi-organisationnel* chez Russel Curtis et Louis Zurcher (1973), *champ protestataire* chez Raka Ray (1999), *champ contestataire* chez Nick Crossley (2002) ou plus récemment *champ stratégique* chez Neil Fligstein et Doug McAdam (2012). On peut faire l'hypothèse que cette prédominance du terme de champ est liée à sa richesse en harmoniques topographiques : s'il se fonde chez Bourdieu sur une analogie avec les champs de force des sciences physiques (Bourdieu & Wacquant, 1992), il doit aussi son pouvoir suggestif à sa résonance champêtre, évoquant des espaces agricoles consacrés chacun à une culture particulière et mutuellement délimités par des clôtures plus ou moins barbelées. Élaboré dans une proximité critique à la théorie bourdieusienne, le concept d'*espace des mouvements sociaux* (Mathieu, 2012, 2019) recourt lui aussi à ce registre sémantique pour désigner une configuration d'interdépendance unissant des

groupements militants et des enjeux de mobilisation propres à un contexte social donné.

2 Reste que, quel que soit le vocabulaire privilégié, cette représentation spatiale procède de l'abstraction conceptuelle et « secteur », « arène », « champ » ou « espace » relèvent avant tout du registre métaphorique, dont Jean-Claude Passeron a de longue date souligné l'intérêt heuristique en sociologie. L'analogie, explique-t-il dans « L'inflation des diplômes » (1982), est intellectuellement stimulante à la fois par son adéquation (comme les biens marchands, les titres scolaires connaissent des variations conjoncturelles de leur valeur) et par son inadéquation (à la différence des biens marchands, les titres scolaires ne sont pas détachables de l'individu qui les possède) à la réalité comparée. Pour lui, « on peut (...), et il faut, se servir de cette même analogie pour formuler par défaut et par différence les hypothèses théoriques que son insuffisance et son échec suggèrent » (p. 574). Appliquées à l'activité contestataire, les métaphores spatiales peuvent ainsi fournir, grâce à leur résonnance suggestive, une approximation de la manière dont le microcosme que forme un ensemble de mouvements sociaux est structuré en une multiplicité de positions interdépendantes, mais sans épuiser le sens de ce qui se joue dans les relations entre ses composantes, beaucoup plus diverses, complexes et mouvantes que ce que permet d'exprimer une objectivation sous forme de carte ou de graphique[1].

3 Les limites inhérentes à toute analogie ne sauraient pour autant conduire à négliger les déploiements proprement spatiaux de la dynamique des « champs », « secteurs », « arènes » ou « espaces » contestataires. C'est à ce second objectif qu'entend se consacrer cet article à partir d'une étude du microcosme de l'extrême gauche lyonnaise des « années 1968 »[2], appréhendé ici davantage dans sa dimension contestataire — légitimant de le positionner au sein de l'espace des mouvements sociaux — que dans sa vocation partisane[3]. On espère ce faisant apporter une nouvelle contribution à l'exploration des dimensions spatiales des mouvements contestataires, intégrées relativement tardivement par la sociologie politique (Sewell 2001 ; *Mobilization* 2003 ; Auyero 2005 ; Combes, Garibay & Goirand 2016 ; *Politix* 2017). Seront successivement abordées ici deux expressions spatiales spécifiques des dynamiques propres à ce microcosme, à même de s'éclairer mutuellement : les luttes entre organisations rivales ou concurrentes pour l'appropriation de sites stratégiques dans un premier temps, puis les formes et conditions de l'implantation militante dans la ville.

Les enjeux d'un affrontement

4 Un épisode de la vie militante lyonnaise des années 68 offre une illustration éclairante de la transposition dans l'espace urbain des luttes qui opposent alors les différents groupes ou mouvances contestataires lyonnais. Les événements, notamment documentés par les archives policières[4], se déroulent en trois temps. Le samedi 5 janvier 1974 à 17 heures, une échauffourée oppose deux vendeurs de journaux de Lutte ouvrière (LO) à un groupe de militants de « Front national-France sociale », venus eux aussi vendre leur journal, *Impact*. La scène se déroule sur le large parvis de l'église Saint-Bonaventure, place des Cordeliers, à deux pas de la rue de la République qui, traversant le deuxième arrondissement du nord au sud, constitue alors la principale artère commerçante de la ville. La note des renseignements généraux informe qu'un des militants de LO a été frappé à coups de ceinturon par quatre militants d'extrême

droite qui se sont enfuis en criant « à bas le communisme ». Deux des agresseurs sont rapidement identifiés par la police mais les archives n'indiquent pas si des poursuites ont été engagées.

5 Les échauffourées se répètent au même endroit une semaine plus tard, le samedi 12 janvier, mais, cette fois, l'extrême gauche s'est mobilisée. Le texte d'un militant du Parti socialiste unifié (PSU)[5] relate les faits : « 2 militants fascistes vendent leur presse place des Cordeliers. Des militants AMR[6] voyant ça vont chercher des renforts dans leurs locaux et des militants LO et Rouge[7] leur prêtent main forte pour éliminer les fascistes. Bagarre, les flics arrivent et embarquent un militant AMR et un Rouge, puis une vente commune des différents journaux s'engage ».

6 Troisième temps, à nouveau relaté par les RG, le samedi suivant, 19 janvier : « Les militants gauchistes, principalement les trotskystes de l'AMR, de la Ligue communiste et de Lutte ouvrière étaient décidés à affronter à nouveau les intéressés [*i.e.* les militants du Front national], au cas où ils récidiveraient dans leur propagande. (...) C'est ainsi que le 19 janvier à 16h, ils se sont retrouvés quatre vingt environ devant l'église St-Bonaventure, dans le but de diffuser la presse de leurs groupes respectifs. Afin d'éviter que ce rassemblement ne se transforme en manifestation non autorisée et gêne la circulation, les services de Police sont intervenus et, sans incident, ont procédé à la dispersion des éléments gauchistes, dont quarante ont été interpellés pour vérification d'identité ». Suit une liste de noms et de rattachements organisationnels, certes significatifs du microcosme militant mobilisé mais aussi de son imparfaite maîtrise par la police. Un responsable local de LO est ainsi signalé comme LC et un permanent de Rouge est rattaché à la campagne Chili tandis qu'un de ses camarades de la même organisation se voit assigner le statut erroné d'« ancien militant Secours rouge ». Le rapport des RG omet également des groupes pourtant présents, comme les Comités de lutte des lycéens et le Comité de défense des appelés, pour leur part mentionnés dans un communiqué des libertaires de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA). Ces derniers n'ont semble-t-il pas participé à l'action mais ils tiennent à la soutenir : « Une riposte de toutes les organisations ouvrières et démocratiques est indispensable comme celle qui a permis l'interdiction du meeting fasciste de "Faire Front" du 18 Janvier, pour faire respecter le droit à la libre diffusion de la presse ouvrière, révolutionnaire et démocratique »[8].

7 Quoiqu'entachée d'erreurs, la description policière du microcosme de l'extrême gauche locale n'en livre pas moins un aperçu de ses contours. On peut ainsi relever l'absence d'une organisation pourtant localement importante : le PSU. Il s'agit d'un refus délibéré de se joindre à l'action antifasciste et le texte cité plus haut nous en donne les raisons : « Des militants de Rouge, AMR, LO "lâchement agressés", c'est le cheval de Troie de Rouge pour abattre le PSU de Lyon "plus réformiste que Rocard"[9] ». Le rédacteur reproche également à ces organisations leur communiqué dans le quotidien local, *Le Progrès*, dans lequel il serait question « de nazillons attaquant des militants d'extrême gauche à coups de rasoirs de couteaux de matraques etc. » et qui ferait pendant à un communiqué, opposé mais de même teneur, publié par le FN dans le même journal. Le représentant du PSU conclut que « la lutte contre les groupes fascistes nous a toujours paru plus sérieuse que des batailles de collégiens, surtout lorsqu'on confie ensuite à la presse bourgeoise le soin de "prendre position" ».

8 L'épisode est de toute évidence redevable d'une analyse géographique, en ce que les ressorts de l'affrontement entre forces militantes rivales sont ici manifestement

spatiaux. L'affrontement entre, respectivement, extrême gauche et extrême droite doit se lire comme une lutte pour l'appropriation d'un espace (Ripoll & Veschambre, 2005) visant à l'exclusivité de son usage politique : les militants des deux camps sont présents pour vendre la presse de leur organisation et le parvis de Saint-Bonaventure est assurément un site de choix, permettant une bonne visibilité un jour d'affluence tel qu'un samedi après-midi. Il s'agit également d'un lieu suffisamment étendu pour permettre une démonstration de force, puisque près d'une centaine de militants peuvent sans peine s'y regrouper le 19 janvier, mais aussi suffisamment central pour susciter une intervention immédiate des forces de l'ordre.

9 Cette interprétation appelle cependant un éclairage complémentaire car tout ce qui s'est joué ces trois samedis après-midi ne tient pas qu'à des enjeux d'appropriation politique de l'espace public. De fait, ce n'est pas l'indisponibilité de ses militants qui a interdit au PSU de se joindre à la mobilisation antifasciste, mais plutôt l'état de ses relations avec certains des groupes qui s'y sont à l'inverse ralliés[10]. C'est, en d'autres termes, la dynamique propre au microcosme des groupes d'extrême gauche lyonnais de l'époque qui a trouvé une transposition dans les manières d'intervenir (ou pas) dans la ville : la prise en compte des logiques spécifiques de l'espace (métaphorique) des mouvements sociaux éclaire le mode d'investissement de l'espace (matériel) par les militants. Trois ordres de relations, constitutifs des dynamiques d'interdépendance propres à l'espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012), sont ainsi repérables dans l'épisode des échauffourées de la place des Cordeliers.

10 Le premier est celui de *l'antagonisme* : ce sont des groupes diamétralement opposés et hostiles – mais aux pratiques similaires – qui se disputent le pouvoir de diffuser leur presse devant l'église. De ce fait, toute coexistence pacifique sur le même lieu est exclue et leur interaction ne peut que prendre une forme violente jusqu'à ce que l'un soit contraint par force à vider les lieux. Il y a bien interdépendance – et pas seulement opposition de forces – car l'action de chacun est affectée par celle de l'autre : la première agression commise par les vendeurs du FN ne peut rester sans réponse et si les militants de LO sont défaits le 5 janvier, ils ne sauraient laisser le terrain libre à l'adversaire une semaine plus tard. L'enjeu est également symbolique et il est possible de l'éclairer au moyen du vocabulaire conceptuel forgé par Erving Goffman (1973) pour rendre compte des interactions en face à face. L'intrusion de l'extrême droite dans un espace revendiqué par l'extrême gauche a été perçue par celle-ci comme une *offense territoriale* (*i.e.* la pénétration d'un élément étranger sur un lieu qu'on considère comme sa propriété), à l'origine d'un sentiment de *profanation* et appelant une *cérémonie réparatrice* sous la forme d'une contre-attaque musclée (le 12 janvier) et d'une démonstration de force (le 19). Pour autant, les logiques de l'affrontement ne tiennent pas qu'à l'ordre de l'interaction *in situ*. Les bagarres des 5 et 12 janvier s'inscrivent dans une série continue d'échauffourées entre militants d'extrême gauche et d'extrême droite, à laquelle elles donnent une nouvelle impulsion mais sans en changer radicalement la nature. Elles prennent également sens dans un contexte particulier, celui, rappelé par le communiqué de l'ORA, d'une mobilisation des forces de gauche et d'extrême gauche contre la tenue d'un meeting de « Faire Front » à la mairie du 6e arrondissement – ici encore un lieu traditionnellement dévolu aux meetings de gauche et où l'intrusion de l'extrême droite a pu être perçue comme offensante.

11 Le deuxième ordre d'interdépendance est celui de la *coalition*, fondée sur une forme *d'autoréférence*. Les différents groupes qui se mobilisent les 12 et 19 janvier se

reconnaissent, au moins ponctuellement et sur cet enjeu, une communauté de projet et de perceptions. L'antifascisme apparaît de ce point de vue comme un référent unificateur particulièrement fort (Johsua, 2015). Lorsque, dit le rédacteur du texte du PSU, les membres de l'AMR constatent le 12 janvier que des fascistes vendent *Impact* devant Saint-Bonaventure, ils ne se contentent pas d'en appeler aux militants de leur seule organisation mais sollicitent également ceux de LO et de Rouge qui n'ont manifestement pas fait de difficulté pour les rejoindre. Absents pour des raisons qui restent inconnues, les anarchistes de l'ORA ont de leur côté tenu à afficher leur soutien par un communiqué, manifestant ainsi leur appartenance à un même univers de référence. Les différences et, certainement, les importants désaccords stratégiques ou idéologiques entre ces organisations ne les empêchent pas de se coaliser, *i.e.* de mettre en commun leurs ressources dans la poursuite d'un objectif partagé, en l'occurrence faire déguerpir les militants du FN, tout en conservant leur identité spécifique et sans chercher à se dissoudre dans une entité plus large.

12 Le troisième ordre d'interaction est celui de la *concurrence*. Celle-ci est particulièrement vive entre le PSU et Rouge, qui sont alors les deux formations de l'extrême gauche locale les plus importantes. Les deux groupes sont suffisamment proches dans leurs positions et leurs programmes pour se coaliser dans des actions communes mais, pour cette même raison, ils se disputent le même créneau militant, ce qui les contraint à une série d'écarts distinctifs. Le texte du militant du PSU offre une vision certes partiale mais néanmoins parlante de cet entrecroisement de parenté et de rivalité. Leur proximité a ainsi amené Rouge et le PSU à rédiger un tract commun contre la répression en Espagne, mais Rouge n'a semble-t-il pas respecté la stratégie élaborée en commun lors de la distribution du 11 janvier (les militants trotskistes s'enfuyant au moment de l'intervention de la police alors que la consigne était de se laisser interpeller pour permettre à une seconde équipe de distributeurs de tracts de prendre le relais). Rouge tente manifestement de se distinguer du PSU par une surenchère de radicalité –attestée par son intervention musclée contre l'extrême droite – qui lui permet de stigmatiser son concurrent comme « plus réformiste que Rocard » ou « englué dans la gauche traditionnelle ».

13 Les relations entre PSU et Rouge au milieu des années 1970 sont donc particulièrement ambiguës, faites de méfiance, de rivalité et de concurrence sans pour autant interdire des rapprochements voire des coalitions. Elles sont surtout fluctuantes, les évolutions du contexte et la nature des causes pouvant offrir autant d'occasions de convergences que d'exacerbation de l'hostilité : si la mobilisation contre les exécutions en Espagne contribue à leur rapprochement, celle en faveur de l'avortement attise les tensions entre les deux organisations[11]. Elles sont également soumises aux dynamiques internes à chaque formation : quelques mois plus tard, la scission interne au PSU consécutive au départ des amis de Michel Rocard vers le Parti socialiste favorisera le rapprochement du courant « PSU maintenu » avec la mouvance trotskiste, au point que l'éventualité d'une fusion constitutive d'une alternative à l'Union de la gauche puisse un temps être envisagée.

14 Cette relative fluidité du « petit monde » de l'extrême gauche lyonnaise fait obstacle à la tentation (courante en sociologie politique et dont on a donné des exemples en note 1) d'en fixer et figer les positions sous forme d'un plan ou d'une carte. Toute entreprise de ce type s'épuise nécessairement devant le caractère perpétuellement mouvant du microcosme, d'autant plus accentué que les effectifs sont réduits : une perte d'une

dizaine de membres relève, pour ces groupes, d'une véritable hémorragie, leur faisant perdre une large part de leurs ressources militantes. L'objectivation graphique constate mais ne restitue pas le travail pratique, souvent mené à l'échelle la plus fine sans jamais être achevé, de construction et de délimitation des microcosmes militants. C'est de ce travail que donne un aperçu concret l'épisode de la coalition de l'extrême gauche lyonnaise destinée à expulser l'extrême droite de la place des Cordeliers. La partie suivante en fournit un éclairage d'un autre type, relatif à l'implantation urbaine de l'extrême gauche lyonnaise.

Le quotidien de l'implantation militante

15 Un dernier aspect de l'affrontement entre extrême droite et extrême gauche du début 1974 doit encore attirer l'attention : lors des échauffourées du 12 janvier, les renforts sont prompts à rejoindre la place des Cordeliers pour aider à l'expulsion des vendeurs de journaux frontistes, signalant une présence militante à proximité. De fait, la plupart des groupes d'extrême gauche ont alors leurs locaux dans le quartier voisin des pentes de la Croix Rousse, d'où leurs militants ont pu rapidement intervenir. Ce sont les spécificités de l'implantation des diverses organisations dans l'espace urbain qui sont révélées par l'épisode, offrant l'opportunité d'étudier un aspect – parfois délaissé au profit des seuls moments de mobilisation – des rapports entre l'espace (métaphorique) des mouvements d'extrême gauche et l'espace physique dans lequel se déploient leurs activités, à savoir ce que Javier Auyero (2005) appelle « l'espace-routine » où s'inscrit le quotidien de l'activité contestataire.

16 Un premier constat est celui de la relégation sociale et symbolique de l'extrême gauche lyonnaise des années 68, puisque ses différents groupes sont implantés dans des quartiers anciens et dégradés, délaissés par les politiques urbaines, peuplés de couches modestes et qui proposent de ce fait des loyers relativement bas malgré leur proximité avec le centre ville, ce qui en fait l'attractivité. Trois localisations d'importance inégale accueillent l'essentiel de l'activité des groupes d'extrême gauche et autres mouvements lyonnais des années post-68 : le Vieux-Lyon (qui, à l'ouest de la ville, borde la rive droite de la Saône au bas de la colline de Fourvière), la Guillotière (située sur la rive gauche du Rhône et ouvrant sur l'Est lyonnais) et, surtout, la Croix-Rousse (colline dont sont distinguées les pentes, descendant vers la presqu'île, et le plateau, constituant la limite septentrionale de la ville).

17 Situés dans le 5e arrondissement, les deux quartiers qui composent le Vieux-Lyon, Saint-Jean et Saint-Georges, ont ainsi accueilli certains groupes anarchistes avant et pendant Mai 68. Mais l'identité politique de Saint-Georges est surtout durablement marquée, à partir de 1970, par l'installation du PSU dans un vaste local sis 44 rue Saint-Georges. Celui-ci deviendra par la suite, sous le nom de Centre d'expression populaire (CEP) puis de Maison des Passages, un lieu d'accueil pour une multiplicité de causes et d'organisations[12]. Saint-Georges apparaît au début des années 1970 comme le « parent pauvre » d'une réhabilitation du Vieux-Lyon qui a surtout bénéficié à son voisin Saint-Jean. Il reste pendant toute la décennie « un quartier rejeté de la ville » (Authier 1993 : 25) qui a perdu bon nombre de ses commerces et de ses habitants, et dont la population de condition modeste se caractérise par son vieillissement et la part relativement importante des immigrés. Sa requalification et son embourgeoisement ne commenceront qu'à compter du début des années 1980, en s'appuyant notamment sur

la vacance de locaux professionnels prêts à être investis par des couches jeunes et extérieures au quartier, qui y implanteront de nouveaux commerces et restaurants.

18 Le quartier de la Guillotière (7e arrondissement) est pour sa part plus populaire encore, avec une forte composante immigrée à dominante maghrébine. Il s'agit là encore d'un quartier délaissé en dépit de sa proximité avec le centre de la presqu'île lyonnaise (seul le Rhône le sépare de la place Bellecour) et dont le bâti dispose d'un plus faible potentiel de valorisation que Saint-Georges, ce qui explique sans doute qu'il ait davantage résisté à la réitération des entreprises d'embourgeoisement. La Guillotière est avant tout investie par les libertaires à compter de 1978 et de l'ouverture de la librairie La Gryffe, laquelle héberge un centre de documentation et organise des débats réguliers, contribuant à en faire l'un des principaux centres de ressource des mobilisations de Lyon et sa région.

19 Mais le quartier de prédilection de la gauche contestataire lyonnaise est indéniablement la Croix-Rousse, et plus précisément ses pentes (partie nord du 1er arrondissement). Davantage que la mythologie révolutionnaire de la colline des canuts, c'est, comme à Saint-Georges mais avec plus d'ampleur, la désaffection du quartier qui favorise son investissement par les organisations d'extrême gauche. La fin de l'activité textile a dès les années 1950 précipité le déclin de la Croix-Rousse et, en 1975, ses pentes ne comptent plus que 35 000 habitants contre 70 000 en 1931 (Belbahri *et al.* 1980 : 55). Sa population est vieillissante, pauvre et compte une forte part d'immigrés, surtout algériens, qui occupent des garnis souvent insalubres. Le bâti est ancien et dégradé, les logements trop étroits et inconfortables pour accueillir des familles mais des espaces professionnels (artisanat ou commerce) sont offerts à une location bon marché.

20 Ainsi le PSU était-il installé au 49 montée de la Grande Côte jusqu'en 1970 tandis qu'une librairie aux sympathies maoïstes était en 1968 sise au 19 rue Burdeau. La suite des « années 68 » voit, entre autres, l'implantation de la Coordination libertaire au 13 de la rue Pierre Blanc, du Collectif utilitaire lyonnais (CUL) au 44 rue Burdeau, des *Cahiers de mai* puis de Radio Canut rue Sergent Blandan, de la LCR au 3 rue Sainte-Marie des Terreaux puis au 15 rue Alsace-Lorraine et de l'AMR au 61 rue des Tables claudiennes. Le même quartier des pentes compte en outre un local rue Diderot qui accueille des mobilisations de travailleurs immigrés, ainsi que des expériences communautaires (comme « Moulinsart », dans un immeuble du sommet de la Grande Côte, entre 1974 et 1977, suivie par l'immeuble communautaire « Le Canut » au 26 rue Leynaud). Côté féministe, le Cercle Flora Tristan occupe successivement deux locaux sur le plateau de la Croix-Rousse et le Centre des femmes tient ses activités en bas des pentes, 13 rue du Puits-Gaillot. On trouve aussi dans le secteur plusieurs restaurants autogérés (le Goût de canon, les Tables rabattues et le Pourquoi pas, auxquels il faut ajouter le premier bar gai, la Petite taverne) ainsi qu'une coopérative d'imprimerie (Impression presse nouvelle, IPN, devenu en 1976 Atelier d'impression presse nouvelle, AIPN) située 48 rue Burdeau et qui, quoiqu'initiative issue de la mouvance maoïste, s'impose comme imprimeur de référence de tout le microcosme contestataire lyonnais de la période[13].

21 Ce sont donc des contraintes économiques (les formations d'extrême gauche n'ont que de modestes ressources) qui amènent à une proximité géographique – quasi simultanée mais non concertée – entre les différents groupes ou mouvances. Il serait hasardeux d'en inférer une convergence politique : les tensions, concurrences et rivalités propres au microcosme continuent à s'exprimer dans l'espace du quartier. Les relations sont

par exemple loin d'être cordiales entre trotskistes et anarchistes, lesquels ne se privent pas de stigmatiser la rigidité des rapports militants qu'ils prêtent à ceux qui ont leur local quelques rues plus loin[14]. De fait, l'inscription croix-roussienne de l'extrême gauche ne surdétermine pas les rapports concrets qu'entretiennent ses différents groupes. Que les militants de diverses obédiences évoluent au quotidien dans les mêmes rues, fréquentent les mêmes lieux de sociabilité et utilisent les mêmes ressources (à l'instar d'IPN) favorise certes leur interconnaissance mais ne paraît guère influer sur leur propension à s'allier, pas plus que cela ne réduit la défiance qui imprègne leurs rapports. L'implantation des activités des différents groupes à l'intérieur du même quartier consolide sans doute l'autoréférence de leur microcosme mais ne peut à elle seule surmonter les logiques structurelles de concurrence.

22 Davantage qu'une orientation idéologique ou un projet politique, c'est en réalité au travers d'une multiplicité de pratiques non nécessairement politiques – manières d'habiter, de consommer, de se cultiver ou encore de choisir un ou une partenaire[15] – que se constitue et se reproduit un microcosme militant spécifique au quartier. Celles et ceux qui ont investi les pentes de la Croix-Rousse dans les années 1970 ont procédé à ce que Ripoll et Veschambre (2005) appellent une *appropriation existentielle* de la Croix-Rousse, fondée sur un attachement affectif à cet espace particulier et sur son ralliement identitaire. Ce faisant, ils ont contribué à en modifier l'ambiance comme l'image publique, dans le sens d'un « quartier-village » convivial, accueillant mais aussi « militant » voire « rebelle » (Belbahri *et al.* 1980).

23 Ils ne sont certes pas seuls et, de fait, les sièges des associations, mouvements ou partis ne représentent qu'une minorité parmi les locaux qui accueillent de nouvelles activités à partir des années 1970. Cafés, restaurants, coopératives, librairies, lieux de spectacles, commerces d'artisanat ou de produits bios… constituent la part la plus importante et la plus significative de cette recomposition du paysage croix-roussien[16]. Mais leur inscription sous le signe de l'« alternatif », du « parallèle », du « collectif » ou de l'« autogestion » (Mauger, 1994) témoigne d'une volonté de critique des rapports économiques, sociaux ou symboliques existants qui entre en affinité directe avec celle portée par les entreprises plus explicitement politiques. La consolidation mutuelle de ces différentes démarches et initiatives est facilitée par la relative homogénéité sociale de celles et ceux qui les animent, à savoir leur recrutement au sein d'une jeunesse davantage dotée en capital culturel qu'économique et relevant de ce qu'on appelle alors la petite bourgeoisie nouvelle (Bourdieu, 1979)[17].

24 Tous ces acteurs de la redynamisation croix-roussienne n'habitent pas le quartier, loin s'en faut. Mais, à la différence de Saint-Georges, une part conséquente d'entre eux s'implante à la Croix-Rousse, soit par nécessité économique contraignant à un inconfort certain, soit parce que la relative anomie d'un quartier en transition se révèle plus favorable à des modes de vie en marge (Collet, 2015 : 38). Ces pionniers vont progressivement aménager des logements rachetés à un prix modique en les agrandissant, en les équipant de sanitaires, en révélant et en esthétisant des parties autrefois dissimulées (poutres, sols en tomettes…), etc. Ils seront les premiers bénéficiaires de la politique de concertation individualisée adoptée par la mairie à partir de 1976 et qui vise à « remettre sur le marché un quartier qui en est sorti depuis trop longtemps » (Collet 2015 : 47). Manifestant leur attachement au lieu (Dechézelles et Olive, 2016), leur engagement dans la contestation du programme municipal de rénovation des pentes connaît son acmé avec la lutte, initiée en 1975, pour la

sauvegarde de la montée de la Grande Côte et contre la « bétonisation » de ce « lieu familier » (*ibid.*) qu'est pour eux devenue la Croix-Rousse. Cette mobilisation déterminée débouche sur un revirement de la mairie, qui fait détruire les bâtiments les plus délabrés, construit des espaces verts et engage une politique de concertation dans laquelle les mieux dotés des résidents peuvent s'investir, mais au prix d'un départ des habitants les plus modestes. Significative du repeuplement du secteur qui s'opère alors, la mobilisation aura anticipé et préparé la future gentrification d'un quartier d'autant plus convoité par la petite bourgeoisie à fort capital culturel (et se déclarant à gauche) qu'il a désormais la réputation d'être « militant ».

Conclusion

25 Les études sociologiques attentives à la dimension spatiale ou géographique des mouvements sociaux ont jusqu'à présent surtout étudié comment l'espace agit comme une structure à la fois habilitante et contraignante pour l'action contestataire (Sewell, 2001) mais finalement assez peu la manière dont la présence – sous la forme ponctuelle de la mobilisation mais également quotidienne et routinière – de militants contribuait à transformer « la vie des lieux » (Authier, 1993). Parce qu'il est géographiquement situé, l'espace des mouvements sociaux (au sens figuré) participe bien, à côté d'autres sphères d'activité, à la production d'un espace (au sens propre) politiquement, historiquement et socialement évolutif. Rapporter la pratique contestataire à l'espace des mouvements sociaux constitue de ce fait une invitation à aller au-delà de la métaphore pour rendre compte des logiques et des expressions spatiales de toute action collective.

BIBLIOGRAPHY

AUTHIER J.-Y. (1993), *La Vie des lieux. Un quartier du Vieux-Lyon au fil du temps*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 270 p.

AUYERO J. (2005), « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, pp. 122-132.

BELBAHRI A., BENSOUSSAN B., BONNIEL J., GARDEN M., GILBERT F. (1980), *La Croix-Rousse*, Lyon, CNRS, 167 p.

BOURDIEU P. (1979), *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 670 p.

BOURDIEU P. (2000), *Propos sur le champ politique*, Lyon, PUL, 107 p.

BOURDIEU P., WACQUANT L. J. (1992), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 267 p.

COLLECTIF DE LA GRANDE CÔTE (2018), *Lyon en luttes dans les années 68. Lieux et trajectoires de la contestation*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 381 p.

COLLET A. (2015), *Rester bourgeois. Les quartiers populaires, nouveaux chantiers de la distinction*, Paris, La Découverte, 282 p.

COMBES H., GARIBAY D., GOIRAND C. (dir.) (2016), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 410 p.

CROSSLEY N. (2002), *Making Sense of Social Movements*, Buckingham, Open University Press, 224 p.

CURTIS R. L., ZURCHER L. A. (1973), « Stable Resources of Protest Movements: The Multi-Organizational Field », *Social Forces*, vol. 52, n°1, pp. 53-61

DECHEZELLES S., OLIVE M. (2016), « Introduction. Lieux familiers, lieux disputés. Dynamiques des mobilisations localisées », *Norois*, n°238-239, pp. 7-21. https://journals.openedition.org/norois/5843

DOBRY M. (2009), *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 383 p.

DREYFUS-ARMAND G., FRANCK R., LVY M.-F., ZANCARINI-FOURNEL M. (dir.) (2000), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 525 p.

DUYVENDAK J. W. (1994), *Le Poids du politique*, Paris, L'Harmattan, 329 p.

FLIGSTEIN N., MCADAM D. (2012), *A Theory of Fields*, Oxford, Oxford University Press, 256 p.

GIUGNI M., PASSY F. (1997), *Histoire des mobilisations politiques en Suisse*, Paris, L'Harmattan, 224 p.

GOFFMAN E. (1973), *La Mise en scène de la vie quotidienne*. 2. *Les Relations en public*, Paris, Minuit, 368 p.

JASPER J. M. (2015), « Introduction. Playing the game », in Jasper J. M., Duyvendak J.W. (eds.), *Players and Arenas. The Interactive Dynamics of Protest*. Amsterdam, Amsterdam University Press, pp. 9-32.

JOHSUA F. (2015), *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 324 p.

MCCARTHY J. D., ZALD M. N. (1977), « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n°6, pp. 1212-1241.

MATHIEU L. (2012), *L'Espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Le Croquant, 285 p.

MATHIEU L. (2019), « Champ ou espace ? Pour un usage heuristique de la théorie champêtre », in MATHIEU L., ROUSSEL V. (dir.), *Penser les frontières sociales. Engagements et professions dans les institutions et la culture*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp. 83-105.

MAUGER G. (1994), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération 68" », in CURAPP, *L'identité politique*, Paris, Presses universitaires de France, pp. 206-226.

Mobilization (2003), Dossier : « Space, Place and Contentious Politics », vol. 8, n°2.

Norois (2016), dossier : « Conflits de lieux, lieux de conflits », n°238-239. https://journals.openedition.org/norois/5838

PASSERON J.-Cl. (1982), « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, vol. XXIII, n°4, pp. 551-584.

Politix (2017), dossier : « Mouvements d'occupation », n°117.

PUCCIARELLI M. (1996), *Le Rêve au quotidien. Les expériences collectives à la Croix-Rousse 1975-1995*, Lyon, Atelier de création libertaire, 254 p.

RAY R. (1999), *Fields of Protest*, Cambridge, Cambridge University Press, 217 p.

RIPOLL F., VESCHAMBRE V. (2005), « Introduction. L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Norois*, n°195, pp. 7-15. http://norois.revues.org/477

REVOLTES (2008), *Du CEP à la Maison des passages : matériaux pour l'histoire du 44 rue Saint-Georges*, Lyon, Atelier de création libertaire, 66 p.

SEWELL W. (2001), « Space in Contentious Politics », in Ron Aminzade *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 51-88.

SOMMIER I. (2003), *Le Renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 337 p.

NOTES

1. Les variables – références idéologiques, pratiques contestataires, tailles des effectifs, caractéristiques du recrutement social, degré d'institutionnalisation, etc. – définissant la position relative de chaque unité contestataire au sein de son espace (ou champ ou secteur ou arène, etc.) sont généralement trop nombreuses et hétérogènes pour être rabattues sur un plan unique. En atteste la pauvreté illustrative de la plupart des tentatives de « cartographie » contestataire, telle celle de Duyvendak (1994 : 283), amenant à des rapprochements incongrus (comme lorsque le CERES voisine avec *Gai pied*), ou celle de Sommier (2003 : 318-319) qui juxtapose des causes sans pouvoir figurer les liens qui unissent parfois les organisations qui s'y investissent (comme lorsque la CNT se retrouve à distance des anarchistes) tout en réalisant des appariements étranges sous d'autres rapports (anarchistes et Ligue communiste révolutionnaire, par exemple).
2. L'expression « années 68 » a été proposée par Dreyfus-Armand et al. (2000) pour désigner la période d'effervescence contestataire des années immédiatement postérieures à Mai 68. Les données sur lesquelles s'appuie cet article ont été recueillies dans le cadre du volet lyonnais de la recherche ANR « Sombrero », dont les résultats sont exposés dans l'ouvrage du Collectif de la Grande Côte (2018).
3. Plusieurs des organisations évoquées ici sont certes parties prenantes du champ politique – au sens, formalisé par Bourdieu (2000) dans une continuité wébérienne, d'univers de concurrence rassemblant des professionnels vivant de et pour la politique – mais seulement de ses marges, puisqu'aucune ne peut prétendre à des positions électorales (en raison d'une méfiance affichée à l'égard de la « démocratie bourgeoise » mais aussi faute de votes suffisants). De fait, leur pratique, et spécialement leur engagement dans une série de luttes évoquées *infra*, relève avant tout du registre contestataire.
4. Archives départementales du Rhône, versement du cabinet du préfet, 4296 W 87 (Lutte ouvrière).
5. « À propos de Rouge ex Ligue communiste », Archives départementales du Rhône, fonds Georgevail (129 J 1).
6. Alliance marxiste révolutionnaire, organisation trotskiste.
7. Rouge est le nom adopté par la Ligue communiste (LC) après sa dissolution de juin 1973 et avant sa reconstitution en Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en décembre 1974.
8. Centre de documentation libertaire, La Gryffe, A 17-1.
9. L'invective renvoie aux débats internes au PSU, parti d'extrême gauche non marxiste (et pour cela suspect de « réformisme », autrement dit de tiédeur politique, au sein de son microcosme) dont une partie des effectifs emmenés par Michel Rocard rejoindront en 1974 le Parti socialiste.
10. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une complète prise de distance avec le reste de l'extrême gauche lyonnaise puisque le même texte du PSU signale la participation de ses membres à plusieurs

actions unitaires, telles qu'une distribution, le 11 janvier, de tracts dénonçant la condamnation à mort d'un militant espagnol (sans doute Puig Antich) signés du PSU, du Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM) et de Rouge, ainsi qu'une « inter-orga » sur le thème de l'avortement convoquée par l'association Choisir.

11. Le Secteur Femmes du PSU accuse la Ligue d'investir Choisir « avec pour perspective principale le renforcement de son organisation » dans le même temps qu'il reproche à Choisir de « bloquer systématiquement toutes les propositions car il voit dans le MLAC un concurrent politique à neutraliser » ; « Le MLAC. Ce qu'il est devenu à Lyon. Nos réserves », Secteur Femmes du PSU, 2 janvier 1974, archives AGEL-UNEF (AG X 3/3), Bibliothèque municipale de Lyon.

12. Le CEP accueillera des initiatives et groupes militants tels que Révolution !, Radio Canut, Radio Léon, le Comité Larzac, le Comité Malville, le Groupe de libération des homosexuels (GLH), le Comité Irlande libre, le Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception (MLAC), le Groupe d'action et de résistance à la militarisation (GARM) ou encore l'Association Médicale Franco-Palestinienne (Révoltes 2008).

13. L'ouvrage de Mimmo Pucciarelli *Le Rêve au quotidien* (1996) dresse le détail des très nombreuses associations, initiatives et groupements « alternatifs » ou explicitement militants accueillis à la Croix-Rousse à partir du milieu des années 1970 ; voir notamment la carte de la p. 68.

14. « Oui, les militants d'IRL sont tendres. Les réunions d'IRL ça ne ressemblent (*sic*) pas à celles de la Ligue ou de l'OCI. On rigole, on s'aime tous beaucoup. Ça n'est pas comme à LO où deux militants d'une même cellule n'ont pas le droit de coucher ensemble », *IRL*, n° 27, 1979, p. 15 (*IRL* — pour *Informations rassemblées à Lyon* — est alors le principal journal de la mouvance libertaire locale).

15. Ainsi cette ancienne militante de la LCR qui a rejoint les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) après sa rencontre, dans un restaurant « alternatif » des pentes de la Croix-Rousse, avec un militant de cette organisation de la mouvance trotskiste : « Un soir j'étais avec une copine [au Pourquoi pas] et j'ai vu un mec qui m'a sidérée par sa beauté, son regard et tout. J'ai dit "cet homme sera mon amant" *[rire]*. Et je suis allée faire sa connaissance, et c'est parti comme ça. Il se trouve que il était aux CCA » (entretien avec S.S., Lyon, 18 février 2015).

16. Pour un panorama exhaustif de ces divers lieux ou établissements, voir Pucciarelli (1996).

17. S'il n'existe pas de données statistiques quant au recrutement social de l'extrême gauche lyonnaise des années 68, la recherche menée dans le cadre du projet Sombrero suggère une prédominance des niveaux intermédiaires des professions de l'enseignement, de l'information, de la santé et du social. Les données quantitatives recueillies par Florence Johsua (2015) sur les militants et militantes entrés à la LCR dans les années 1970 confirment cette localisation sociale au plan national.

ABSTRACTS

Geographical metaphors (field, arena, sector, space, etc.) are mobilised in political sociology to describe dynamics internal to activist microcosms. The article relies on the case of the extreme left in Lyon during the post-May 68 years, to go beyond the metaphor to analyse how those dynamics are expressed in the urban space. Struggles for the appropriation of space between

rival organisations and the contribution of activists' implantation to the transformation of the identity of some districts are especially studied.

Les métaphores géographiques (champs, arène, secteur, espace, etc.) sont privilégiées en sociologie politique pour rendre compte des dynamiques internes aux microcosmes militants. L'article invite, à partir du cas de l'extrême gauche lyonnaise des années 68, à aller au-delà de ce registre métaphorique pour envisager comment ces dynamiques trouvent une expression dans l'espace urbain. Les luttes entre organisations rivales pour l'appropriation de l'espace et la contribution de l'implantation militante à la transformation de l'identité de certains quartiers sont spécialement étudiées.

INDEX

Mots-clés: extrême-gauche, années 68, appropriation de l'espace, espace des mouvements sociaux
Keywords: extreme left, May 68, spatial appropriation, space of social movements

AUTHOR

LILIAN MATHIEU

Sociologue, Directeur de recherche, CNRS-CMW-ENS de Lyon
lilian.mathieu@ens-lyon.fr